

Un mythe économique : la thèse des zones monétaires optimales

Posté le : 8 mai 2010 11:52 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique

Les efforts d'unification économique qui se sont multipliés dans la seconde partie du XXème siècle ont provoqué de nombreuses réflexions sur les conditions du succès de ces tentatives. Certains économistes ont recherché par exemple dans quelles conditions économiques un groupe de pays avait intérêt à unifier sa monnaie et réciproquement quand il devait l'éviter à tout prix.

Cette démarche est parfaitement vaine. Il n'y a pas de facteurs économiques spécifiques qui poussent ou non à l'unification monétaire. Dans cette affaire ce n'est pas l'économie qui mène le bal mais uniquement la politique. Et le vrai débat porte sur les conditions POLITIQUES du bon fonctionnement d'une union monétaire.

S'il existait des conditions économiques de ne pas rejoindre une zone monétaire cela voudrait dire que certaines économies, par nature et non pas par politique, aurait besoin structurellement de changer régulièrement de taux de change. On peut en effet inverser la proposition en l'exprimant ainsi : dans quelles conditions économiques est-il préférables de pouvoir modifier incessamment son taux de change ? Et quand on pose la question ainsi les réponses se font rares. Car il n'y a aucune conditions structurelles proprement économiques qui invitent à faire varier fortement et constamment le taux de change d'un pays.

La politique de change offre des avantages pour régulariser les déséquilibres créés en général par des politiques économiques et sociales différentes. Mais dans une zone politiquement intégrée on n'a jamais vu une partie de la zone réclamer son indépendance monétaire pour des motifs exclusifs de rationalité économique. L'Auvergne, pour donner un exemple, n'a jamais demandé l'instauration du "Fouchtra", si on veut donner un nom à une monnaie qui serait propre à la région, pour régler ses difficultés de développement. Les libertés politiques et économiques d'aller et venir, de contracter, de posséder, dans l'ensemble monétaire français provoqueront des évolutions conduites par l'intérêt économique et social. Certaines seront favorables à l'activité locale d'autres non. Pays hercynien de faible rentabilité agricole, de possibilités de transport limitées et de ressources minières peu significatives, la région a connu une très forte émigration. Il est à noter que l'existence du "Fouchtra" n'aurait en rien empêcher l'affaire. Ce sont des politiques de développement à l'intérieur de la zone monétaire qui ont conduit à modifier le cours naturel des choses et à essayer d'optimiser les chances économiques de l'endroit.

En d'autres termes les conditions économiques dictent leur loi indépendamment des régimes de change.

De même que la psychanalyse ne guérit que les maladies qu'elle a elle même provoquée, les manipulations de change ne guérissent que les désordres qu'ils ont permis.

La plupart des arguments économiques avancés pour déterminer une zone d'union monétaire optimale sont des tautologies.

- Le degré d'ouverture des économies. Il est évident qu'un pays qui vit en autarcie et entend continuer ainsi n'a strictement aucun intérêt à rechercher une union monétaire.
- La flexibilité des salaires. Partout les salaires sont devenus inflexibles. Nulle part on ne les baisse sans drame.
- La diversification des productions. L'argument est peu convaincant : un pays de monoproduction aurait immédiatement intérêt à s'ouvrir sur l'extérieur pour trouver les produits qui lui manquent et la valeur de sa monoproduction sera directement liée à la demande extérieure. La manipuler périodiquement via un taux de change n'aurait aucun intérêt durable.
- La distance entre les pays concernés. La colonisation a prouvé qu'une union monétaire était possible avec des pays forts lointains pourvu qu'il y ait une unité politique de gouvernance.
- Le désir des hommes de changer de domicile et de s'expatrier. Nécessité fait loi. Indépendamment de toute considération sur le système des changes.

Arrêtons là : il n'y a pas de conditions économiques optimales structurelles pour créer une zone de monnaie unique.

En revanche il y a de fortes conditions de gouvernance POLITIQUES.

La souffrance actuelle de l'Euro ne provient pas de conditions structurelles incompatibles entre ses composantes, mais du non respect des conditions de gouvernance d'une telle zone. Dans le cas de la Grèce, le cycle de convergence préalable n'a pas été respecté dans des proportions qui laissent tout de même assez pantois. Et la philosophie générale qui fait d'un traité, Maastricht, l'alpha et l'oméga de la conduite des affaires, est une erreur politique majeure, en l'absence de toute structure de pilotage économique de la zone. Cette erreur a été dénoncée cent mille fois et la relever ne présente strictement aucune originalité.

Elle a été d'autant plus dangereuse que l'Europe a cru qu'une monnaie artificielle pourrait être gérée dans un système de changes flottants par la seule BCE. Une déficience structurelle régionale dans un système non fonctionnel global ne peut mener qu'à des catastrophes. On retrouve là notre combat permanent.

La question de la zone Euro est purement politique. Est-on décidé d'aller vers une union générale en Europe ou non. Cette option est la notre. Mais cela a des conséquences de structure et de gouvernance globale. L'Europe a, une fois de plus, mis la charrue avant les boeufs et les boeufs piétinent actuellement la charrue avec une grande gaité. Ce système implique des crises qui rendent inévitables des ajustements précipités ultérieurs. Certains pensent que la méthode est la seule possible.

Il ne faut pas pousser trop loin la rationalité de l'irrationalité.

Admettons que ce soit bien le mode de progression de l'intégration européenne.

Alors il faut aujourd'hui (avec une vingtaine d'années de retard), sous le feu, mettre en place les institutions congruentes avec la monnaie unique. Un traité ne suffit pas.

Il faut aussi s'assurer que le système monétaire global qui présidera à la volonté également politique de libérer les échanges à travers le monde ne soit pas maladif.

L'Europe n'a donc aucun choix :

- elle doit opter pour l'approfondissement de l'union et parer sa dislocation.

- elle doit militer pour une réforme du système monétaire international.

La grande erreur des fédéralistes est d'avoir privilégié le débat purement institutionnel en matière politique tout en abandonnant les grandes questions économiques pour la résolution européenne de problèmes microbiques. Ce grand écart était d'autant plus absurde que l'Europe abandonnait tout discours sur le système monétaire mondial et acceptait dans le silence une globalisation effrénée et sans cadre.

Elle s'est donnée tous les moyens de se faire fouetter de l'extérieur et d'être écartelée de l'intérieur.

Les pays de l'Euroland aurait du dès le départ mettre en oeuvre une structure de coordination économique, sociale et fiscale avec un bras supranational fort pour le contrôle et l'intervention coercitive en cas de dérive, et un autre bras supranational fort pour les actions conjointes pan Euroland. Les traités n'auraient fixés que les principes généraux et l'orientation de l'Union monétaire : dans la pratique la cohérence budgétaire et la coordination fiscale et sociale.

L'erreur pour l'Europe n'est pas d'avoir créé une union monétaire alors que les conditions économiques "optimales" n'étaient pas réunies dans la zone comme on le lit un peu trop dans la presse ces temps-ci, mais d'avoir inséré la démarche de la monnaie unique dans le cadre du consensus de Washington sans ce donner les moyens organisationnels de sa politique.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile